



KAMERHE : «J'ÉTAIS LE CHOIX DU PRÉSIDENT»

PAGE 11



DOUANES, REBOND DES IMPORTATIONS DES PNEUS D'OCCASE ET AUTRES ARTICLES CONNEXES

PAGE 8



LA RDC À UNE REVUE D'ACHEVER LE PROGRAMME DU FMI ▶ P.2

Heureux qui comme Nicolas Kazadi Kadima-Nzujii est revenu très rassuré des assemblées de printemps du FMI et de la Banque mondiale à Washington, aux USA. Il y a 48 heures, le ministre sortant des Finances a, en effet, tenu, avec l'accompagnement, ...



ISSN 2958-6380



ISSN 2958-6399



Primaires : « le président Tshisekedi a préféré lais- ser les élus s'émanciper »

PAGE 12

La RDC à une revue d'achever le programme du FMI

Heureux qui comme Nicolas Kazadi Kadima-Nzujii est revenu très rassuré des assemblées de printemps du FMI et de la Banque mondiale à Washington, aux USA. Il y a 48 heures, le ministre sortant des Finances a, en effet, tenu, avec l'accompagnement, comme il est devenu d'usage, de son collègue de la Communication et Médias et porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya Katembwe, un briefing presse autour de « la participation de la RDC aux Assemblées de Printemps FMI-Banque Mondiale : enjeux, retombées et perspectives ». A l'occasion, l'argentier a détaillé les dividendes engrangés par son pays.

La mission de Bretton Woods s'est inscrite dans la perspective de la remise de la RDC sur les rails de la gestion financière et économique orthodoxe ainsi que des réformes à moyen et long termes, a fait savoir dès son exorde, le ministre Kazadi Kadima-Nzujii. L'argentier national a, certes, reconnu que la RDC a encore du chemin à faire pour sa stabilité économique et financière, mais le pays, dit-il, a réalisé de grands bonds sous le leadership de Félix Tshisekedi. Les Assemblées de printemps des institutions de Bretton Woods se sont tenues la veille du début de la sixième et dernière revue du programme triennal de Facilité élargie de crédit

mis en œuvre avec le Fonds monétaire. Tout un symbole. Le Conseil d'administration du FMI a, en effet, achevé, fin décembre 2023, la cinquième

La quatrième revue conclue six mois plus tôt, en juin 2023, a permis à la RDC de disposer de 203,3 millions \$US du FMI. In globo, en 2023, Kinshasa n'a obtenu que 405,4 millions \$US du Fonds monétaire. Et, entre mi-2021, début de la FEC, et décembre 2023, le FMI a donc versé 913,8 millions de DTS, environ 1, 219 milliard \$US. Pour Nicolas Kazadi, les progrès considérables réalisés en termes de gestion de finances publiques ont été sanctionnés par le grand satisfecit du programme Fec «Si nous sommes arrivés à la cinquième revue, ça veut dire qu'on a parcouru beaucoup de chemins. À chaque revue, il y avait une évaluation approfondie de tout ce que nous avons fait en matière de gestion budgétaire, monétaire, en matière de réforme économique. Ce qui est une première, parce que ça n'avait jamais été fait», s'est-il félicité. Et le ministre sortant des Finances de poursuivre, « lorsque le FMI approuve une revue ça veut dire que nous évoluons dans la bonne direction globalement. Nous sommes arrivés pour la première fois de notre histoire à dépasser la cinquième revue».



revue de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) pour la RDC, approuvée le 15 juillet 2021. L'achèvement de la cinquième revue permet un décaissement immédiat équivalent à 152,3 millions de DTS, soit environ 202,1 millions \$US afin de soutenir les besoins de la balance des paiements.

-LES LENDEMAINS ENCHANTEURS-

Fin février 2024, le Fonds monétaire s'active pour la 6^e revue de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit. Une délégation du Fonds conduite par Calixte Ahokposi, chef de mission pour la RDC, accompagnée de Gabriel



SI NOUS SOMMES ARRIVÉS À LA CINQUIÈME REVUE, ÇA VEUT DIRE QU'ON A PARCOURU BEAUCOUP DE CHEMINS.

Leost, représentant résident du FMI en RDC, s'est, en effet, entretenue avec différentes autorités congolaises dont le numéro un des Finances. «C'est la sixième revue qui commence demain, va nous permettre si tout se passe bien, de conclure pour la première fois un programme. C'est très symbolique de conclure un programme parce que nous sommes dans un monde qui est un peu globalisé, et donc toute l'attention du monde économique mondiale est sur le pays qui performe», a applaudi Nicolas Kazadi.

Lors du briefing, l'argentier national a relevé également que les performances réalisées ont, en effet, permis au pays d'avoir un budget plus consistant, trois fois plus important qu'il ne l'était il y a trois ans. De plus, la RDC a tant gagné en crédibilité qu'elle peut, à présent, mobiliser des ressources extérieures beaucoup plus importantes. Plus de 5 milliards environ des ressources extérieures pour financer le développement, s'est félicité Nicolas Kazadi Kadima-Nzujii. «Près de 5 milliards de dollars supplémentaires, a-t-il noté, une première dans l'histoire de ce pays ! «Et Nicolas Kazadi d'envisager un avenir plutôt radieux pour la RDC. «Nous avons assez d'argent pour construire de grandes infrastructures comme les routes qui vont nous permettre de relier Banana à Bukavu grâce aux ressources extérieures.»

L'argentier national a ouvert une brèche lors de ce face-à-face avec la presse consacré aux assemblées printanières de Bretton Woods pour parler salaires et rémunérations dans l'administration publique. «On a payé plus de monde et ils gagnent plus d'argent, fait comprendre Kazadi. S'agissant de la rémunération, l'effort que nous devons faire maintenant, c'est de regarder salaire et prime, comment on fait pour que ça soit plus égalitaire et qu'il y ait plus de salaire et moins de prime», a assuré le ministre sortant des Finances, déterminé à relever le plus grand défi au grand bonheur du peuple congolais et du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilomba. ■

ÉRIC KALEMBA



C'EST TRÈS SYMBOLIQUE DE CONCLURE UN PROGRAMME PARCE QUE NOUS SOMMES DANS UN MONDE QUI EST UN PEU GLOBALISÉ, ET DONC TOUTE L'ATTENTION DU MONDE ÉCONOMIQUE MONDIALE EST SUR LE PAYS QUI PERFORME—, A APPLAUDI NICOLAS KAZADI.

Nicolas Kazadi, ces réformes et innovations qui gavent son bilan

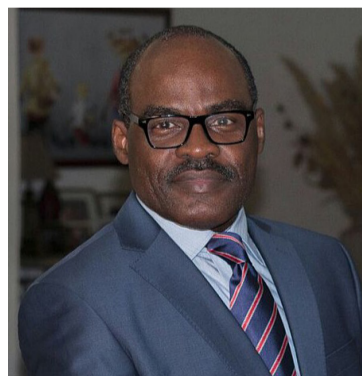
Les annales du ministère des Finances retiendront que jamais réformes et innovations n'ont été mises comme sous Nicolas Kazadi Kadima-Nzuj, en un temps si record! Expert dans son domaine, comme disait de lui, son prédécesseur, Sele Yalaghuli, Nicolas Kazadi a notamment aidé la DGDA à endiguer l'évasion de plus de 400 millions \$US l'an dans les télécoms avec la mise en place d'une plateforme de contrôle à l'importation des terminaux mobiles.

Le ministre des Finances a donc le mérite d'avoir perforé les faisceaux de la contrebande et la sous-déclaration douanière.

- RÉFORMES FISCALES -

D'une régie à une autre, depuis le 1er mars 2024, le ministre des Finances, Nicolas Kazadi a établi que toutes les démarches liées à l'immatriculation des véhicules tout comme le paiement se feront dorénavant en ligne. Dans un communiqué publié samedi, Nicolas Kazadi fait savoir que désormais il n'est plus nécessaire de se rendre à la DGI pour obtenir sa plaque d'immatriculation. Le ministre des Finances a aussi indiqué que la DGI va procéder à la remise des cartes roses gratuites pour tous les propriétaires qui ne les ont jamais reçues. Il leur faudra également faire une demande en ligne. Trois

numéros sont communiqués au public pour plus d'informations sur l'utilisation de ce logiciel de demande d'immatriculation. Il s'agit du 0996081775, 0996081774 et un numéro whatsapp 0850396630. Il sied de rappeler qu'après tâtons et reculons, la RDC est parvenue à mettre en place le système de caisses enregistreuses grâce au savoir-faire de



Nicolas Kazadi. Le système de facturation normalisée et l'installation, pour ce faire, de dispositifs électroniques fiscaux sur toute l'étendue du territoire national devrait être pleinement opérationnel d'ici fin 2025. Ce dispositif permettra à l'hôtel des impôts de se doter d'un système d'information de monitoring à temps réel des opérations commerciales des contribuables assujettis à la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Et l'introduction de la facture normalisée doit, à terme, booster davantage la mobilisation des

recettes. L'objectif est de réaliser plus d'1 milliard de \$US par an de TVA dès la première année, et porter les recettes entre 4 et 5 milliards \$US à la 3e année de son déploiement total.

Autres innovations signées Nicolas Kazadi, l'introduction du progiciel de gestion intégrée (ERP) pour dématérialiser complètement les procédures de gestion des assujettis, ainsi que la construction de trois Datacenter dont un a été livré et inauguré à Kinshasa par le Premier ministre, Sama Lukonde le 2 novembre 2023.

- DGRAD : MAXIMISER LES RECETTES NON FISCALES -

La DGRAD, en charge des recettes non fiscales, a bénéficié d'un logiciel puissant et ultra-performant pour la maximisation des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participation : la DGRAD. Les régies financières étaient déjà dotées du logiciel ISYS Régies. Les deux systèmes sont à ce jour déployés à travers toutes les provinces et les services d'assiettes. Les résultats sont encourageants. Il est donc clair que les dispositifs mis en place sous la houlette du ministre des Finances constituent, en effet, des outils d'action de lutte contre cette prédation en ce qu'ils apportent la transparence et donnent la traçabilité de tout ce qui est dû à l'Etat.

« En République démocratique du Congo, note l'expert Osako Albert dans une tribune sur les finances publiques, les lois des finances publiques ont instauré le circuit de la chaîne des dépenses comme instrument de la bonne gouvernance afin de maîtriser la cohérence des dépenses contre les crédits alloués à chaque ministère et service public, conformément à la loi des finances adoptée par le Parlement et publiée chaque année par le président de la République ». Et de poursuivre, « la chaîne des dépenses permet donc aux agents du ministère du Budget de vérifier la régularité des dépenses à effectuer, la disponibilité du crédit sur base des pièces justificatives. La liquidation a la charge de vérifier la régularité de toutes les pièces (contrat, bon de commande, etc.) ainsi que la garantie bancaire pour les contrats de service ou



LA SUCCESS STORY DE NICOLAS KAZADI À WASHINGTON, LORS DES ASSEMBLÉES PRINTANIÈRES DES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS EN EST UNE ASSURANCE.

d'exécution des travaux, avant d'envoyer au ministre des Finances ».

Pour plus de clairvoyance, Nicolas Kazadi a notamment mis en place un nouveau service public relevant du ministre des Finances : la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique (DGTCP). Ce service a pour mission de participer à la mise en oeuvre opérationnelle de la politique budgétaire, à la définition de la politique financière de l'Etat et à la réglementation de la comptabilité du pouvoir central, des provinces et des entités territoriales décentralisées (ETD) ainsi que des organismes auxiliaires conformément aux normes nationales et internationales en la matière. (...) « Il s'agit d'une importante réforme qui est mise en oeuvre pour réorganiser les services en vue de la centralisation de l'information financière et de la consolidation des comptes de l'Etat », s'accordent à dire les experts en finances publiques. Dans quelques mois, la RDC réalisera, nul doute, avec succès, la sixième revue du programme de facilité élargie des crédits convenu avec le FMI. La success story de Nicolas Kazadi à Washington, lors des assemblées printanières des institutions de Bretton Woods en est une assurance.

La sixième revue, un niveau jamais atteint par la RDC depuis son indépendance, et qui a permis de renforcer les moyens d'intervention du gouvernement, notamment pour rendre effectif l'ambitieux programme de la gratuité de l'enseignement et de soutenir celui, tout aussi ambitieux de développement des 145 territoires (PDL-145), notent les experts. « Loin d'être le fruit d'une génération spontanée, ces performances relèvent d'un leadership concret dans le secteur financier ; un leadership qu'incarnent les artisans bien connus de ces performances sous la conduite du ministre Nicolas Kazadi, et qui dénote d'un sens élevé de la gouvernance axée sur le résultat (GAR) tant vantée et vécue sous d'autres cieux, mais qui, aujourd'hui, n'a plus de mystère pour la RDC », se félicite Osako Albert.

Pour parvenir à ces embellies prometteuses, poursuit-il, il a fallu de l'imagination au-delà d'une volonté. De l'imagination et de la créativité pour colmater les brèches afin d'endiguer durablement le coulage des recettes tout en modernisant la gouvernance de toute la colonne financière du gouvernement. ■

POLD LEVI MAWEJA



NICOLAS KAZADI FAIT SAVOIR QUE DÉSORMAIS IL N'EST PLUS NÉCESSAIRE DE SE RENDRE À LA DGI POUR OBTENIR SA PLAQUE D'IMMATRICULATION.



"Un Ministère Moderne, Mobilisateur et Performant" (3MP, en sigle)
 Telle est mon orientation stratégique pour le secteur des finances dans mon Pays

Nicolas KAZADI KADIMA-NZUJI
 Ministre des finances

Pour toutes informations, veuillez contacter le Ministère des Finances-BDC
 Jean-Paul BORETSA/BOPELLI, économiste principal, Ministère des Finances
 jpboret@finances.gov.cd
 Ama KALE DIALI, Conseillère Financière, Ministère des Finances
 amakale@finances.gov.cd
 Jean-Louis YEMBOSSYAMA, Conseiller en communication, Ministère des Finances
 jlyembo@finances.gov.cd

Bilan des Actions 2021-2023 1

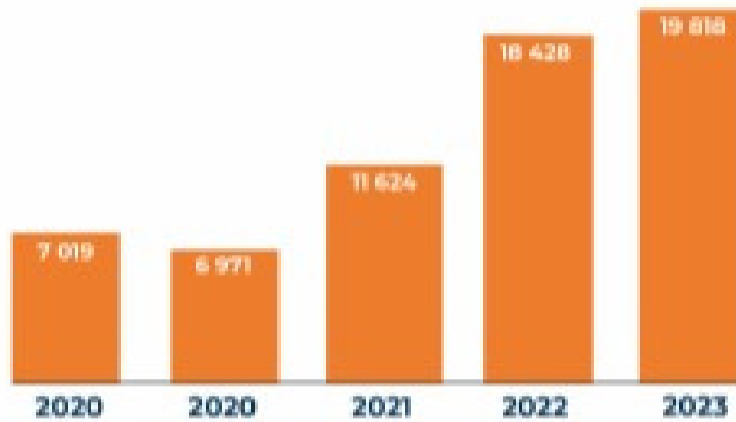


RECORD HISTORIQUE DANS LA MOBILISATION DES RESSOURCES PUBLIQUES

Recettes intérieures

■ Triplement des recettes intérieures annuelles mobilisées

Recettes intérieures mobilisées (milliards CDF)



■ Réalisations au-delà des assignations budgétaires (107%)

Recettes intérieures mobilisées vs Assignations budgétaires (milliards CDF)



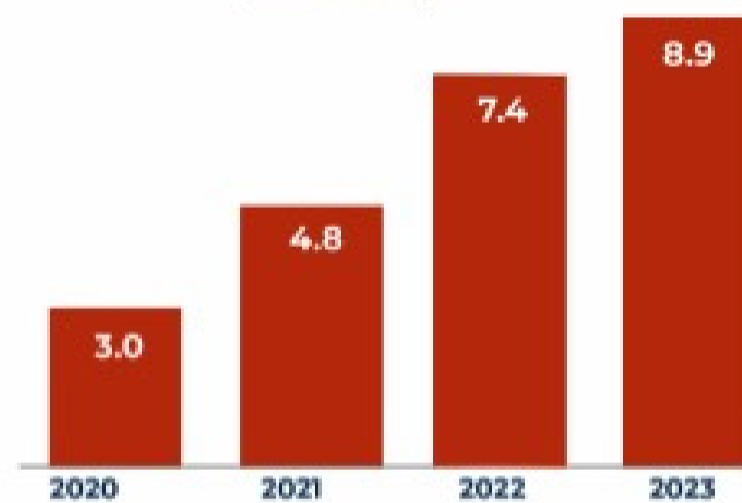
Bilan des Actions 2021-2023 3

RATIONALISATION DE LA QUALITE DE LA DEPENSE PUBLIQUE

Ressources extérieures

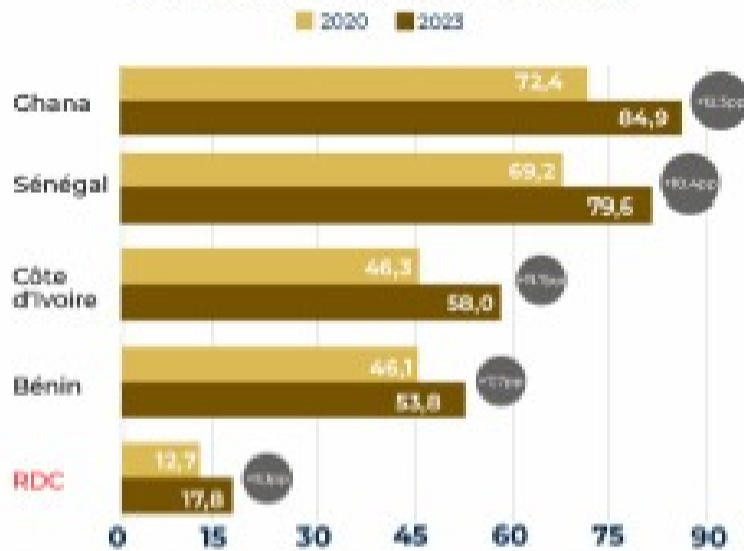
■ Triplement des ressources extérieures

Portefeuille des ressources extérieures (milliards USD)



■ Gestion viable et soutenable de la dette publique

Niveau d'endettement public (en % PIB)



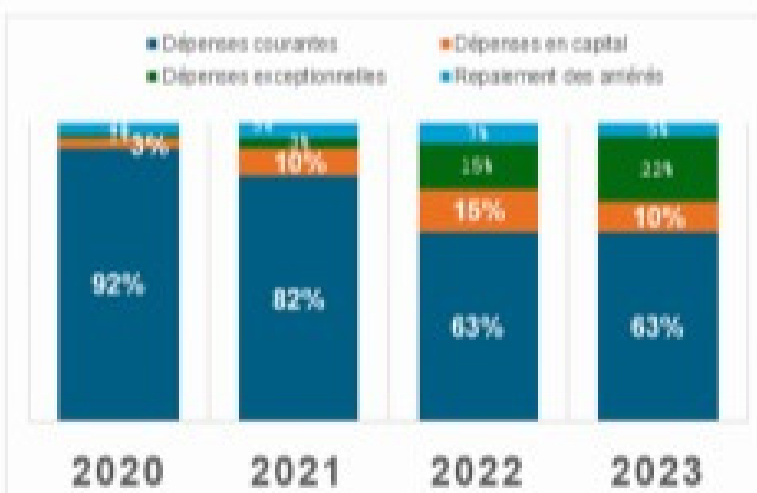
Bilan des Actions 2021-2023 4

RATIONALISATION DE LA QUALITE DE LA DEPENSE PUBLIQUE

Dépense publique de qualité

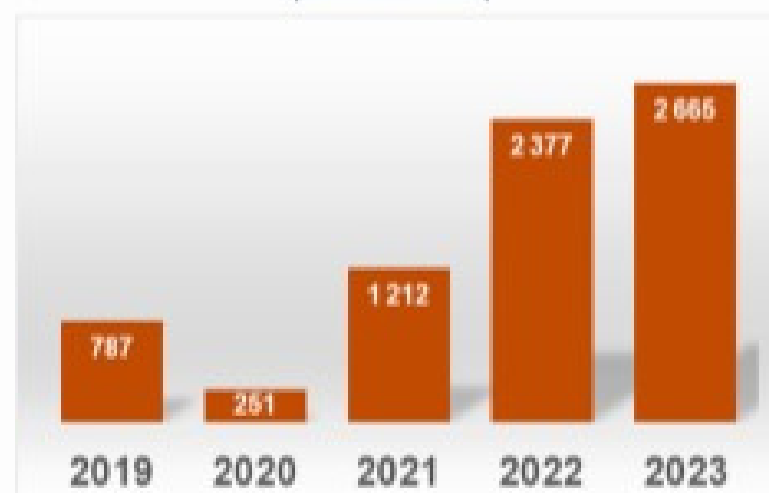
■ Baisse de la part des dépenses courantes au profit de l'investissement public

Composition de la dépense publique



■ Augmentation de plus de 10 fois du niveau de l'investissement sur ressources propres

Dépenses en capital sur ressources propres (en milliards CDF)



Bilan des Actions 2021-2023 5

RATIONALISATION DE LA QUALITE DE LA DEPENSE PUBLIQUE

Projets Prioritaires du Président financés par les ressources mobilisées (1/3)

EDUCATION	SANTÉ
<p>Gratuité de l'éducation primaire Près de 1,5 milliards de dollars investis chaque année, réduisant la charge supportée par les parents :</p> <ul style="list-style-type: none"> Frais de scolarité et acquisition de manuels scolaires pour plus de 10 millions d'élèves au primaire 3,5 millions d'élèves supplémentaires ont rejoint les bancs de l'école, dont la majorité est composée de filles Prise en charge des frais de fonctionnement des écoles Augmentation des salaires de 260 000 enseignants Formation des enseignants 	<p>Couverture de Santé Universelle (CSU) :</p> <ul style="list-style-type: none"> 404 000 femmes ont bénéficié de soins prénataux 350 000 femmes ont accouché gratuitement <p>Acquisition des vaccins traditionnels (Paludisme, tuberculose, VIH/SIDA) :</p> <p>Malnutrition : traitement gratuit de 1,5 millions d'enfants</p> <p>Construction et réhabilitation des hôpitaux de référence:</p> <ul style="list-style-type: none"> Mama Yemo 550 lits, Camp Tshabshi 150 lits, hôpital de Sandwe (Lubumbashi), 175 Centre de Santé de Référence dans les 145 territoires
INFRASTRUCTURES : routes, aéroports, bâtiments administratifs, infrastructures sportives, marchés,...	
<p>Routes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Construction de routes bitumées à travers le pays Réhabilitation des routes en terre (Grand Equateur, Grand Bandundu, Grand Kasaï, ...) Réhabilitation de pistes de desserte agricole Acquisition de 5600 machines et équipements pour la construction et réhabilitation des routes <p>Francophonie : construction et réhabilitation des infrastructures sportives, routières et universitaires</p>	<p>Aéroports :</p> <ul style="list-style-type: none"> Réhabilitation de 5 aéroports et aérodromes avec équipements de balisage : Kisangani, Mbuji-Mayi, Kindu, Bunia, Boende <p>Bâtiments publics et complexe sportifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Construction du Centre Financier et des Congrès de Kinshasa, Réhabilitation du Palais de la Justice Construction du bâtiment de l'Office des Routes Construction de l'ARENA Construction de 10 marchés rurales

Bilan des Actions 2021-2023 6

RATIONALISATION DE LA QUALITE DE LA DEPENSE PUBLIQUE

Projets Prioritaires du Président financés par les ressources mobilisées (2/3)

EAU ET ENERGIE	POUVOIR D'ACHAT DES MENAGES
<ul style="list-style-type: none"> Réhabilitation des centrales hydroélectriques INGA 1&2 pour 632 MW additionnels produits Construction et réhabilitation d'un poste électrique de 220 KV à Kinsuka pour 3 millions de nouveaux abonnés, soit un accroissement de la desserte en électricité de 20% dans la ville de Kinshasa Construction des usines de traitement d'eau potable à Kinshasa pour 4 millions des nouveaux abonnés Projet d'électrification rurale avec ANSER : 22 micro-centrales solaires et 1 centrale hydroélectrique (Kasaï, Equateur, Haut-Uele, Bas Uele, Ituri et Karlu) Construction de forages et des stations mobiles de traitement d'eau à travers le pays Paiements réguliers à la SNEL et REGIDESO pour couvrir les arriérés 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation des salaires des fonctionnaires de plus de 30%, de la Police, de l'Armée Augmentation de la prime des magistrats, des médecins et quelques catégories de professeurs Paiement de la pension des retraités des agents publics Subvention de 50% du prix du carburant à la pompe, soit près de 1,5 milliards de dollars en 2022 Construction de logements sociaux (site Mukilango)
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT LOCAL DES 145 TERRITOIRES (PDL 145 – T)	
<p>Construction de 2 130 ouvrages dont près 500 achevés à travers les 145 territoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 198 écoles 767 centres de santé 145 bâtiments administratifs 	

Bilan des Actions 2021-2023 7

RATIONALISATION DE LA QUALITE DE LA DEPENSE PUBLIQUE

Projets Prioritaires du Président financés par les ressources mobilisées (3/3)

MODERNISATION DE LA DIPLOMATIE ET JUSTICE	DÉPENSES EXCEPTIONNELLES
<p>Diplomatie :</p> <ul style="list-style-type: none"> Depuis 2021, paiement régulier des salaires et frais de fonctionnement des ambassades Achat, réfection et équipements des représentations diplomatiques Bancarisation de la paie des diplomates Paiement des cotisations auprès des organisations internationale Déploiement de l'assurance des diplomates et leurs familles <p>Justice :</p> <ul style="list-style-type: none"> Pension alimentaire des prisonniers 	<ul style="list-style-type: none"> Financement des élections pour plus d'un milliard de dollars sur ressources propres Dotations des moyens à nos Forces Armées : équipements et matériels, formation, construction des infrastructures dans le cadre de la loi de programmation militaire Financement des catastrophes et actions humanitaires
APPUI À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	
<ul style="list-style-type: none"> Projets structurants : Port en eau profonde de Banana, Metrokin, Aéroports, parcs agro-industriels (dont Ngandajika et la ZES de Maluku) Appuis aux entreprises publiques : MIBA, Congo Airways, SNEL, REGIDESO 	

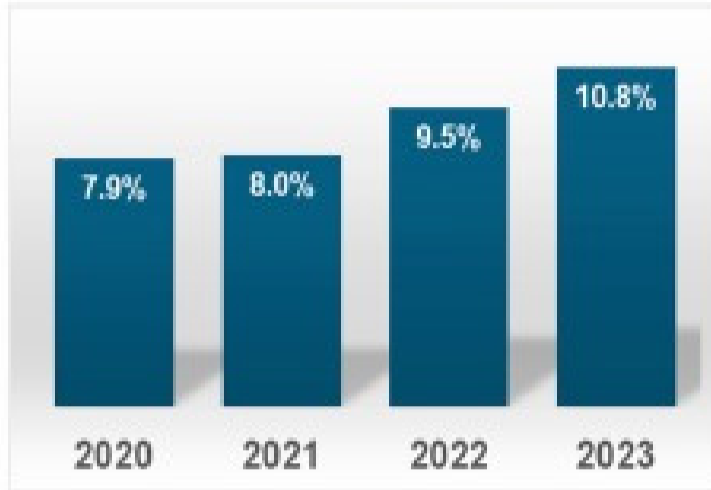
Bilan des Actions 2021-2023 8

DEVELOPPEMENT DU SECTEUR FINANCIER

Financement de l'économie

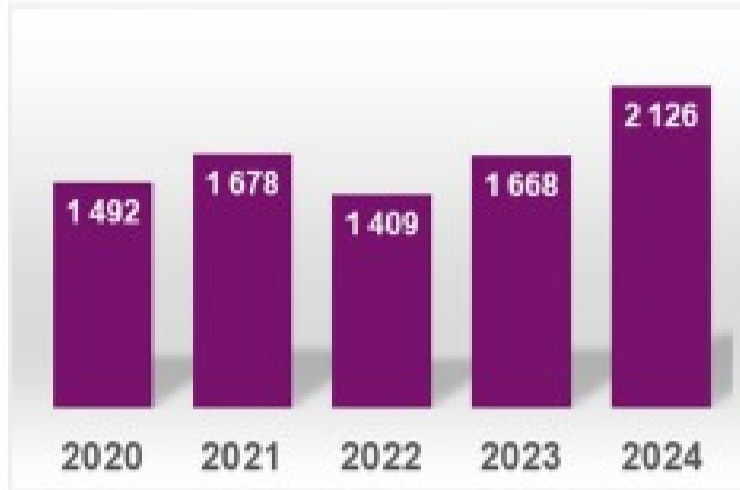
■ **Hausse du crédit à l'économie, levier de croissance**

Crédit au secteur privé (en % PIB)



■ **Investissements Directs Étrangers en progression malgré les chocs multiples**

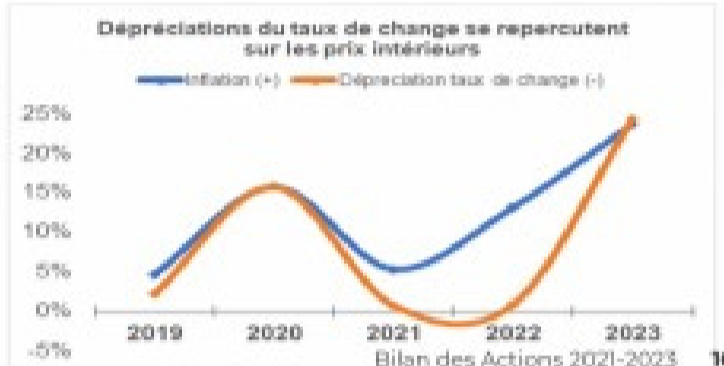
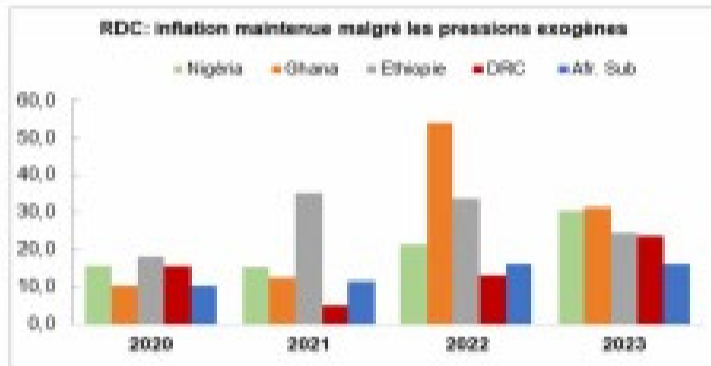
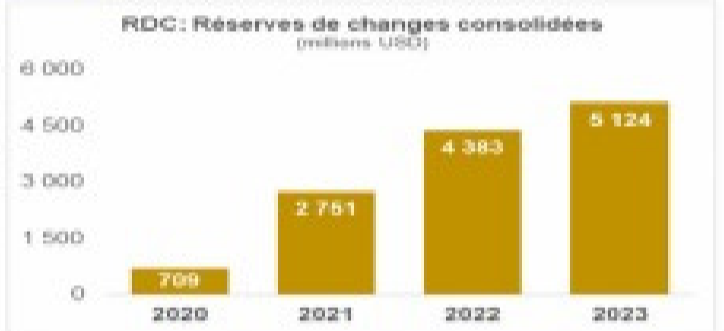
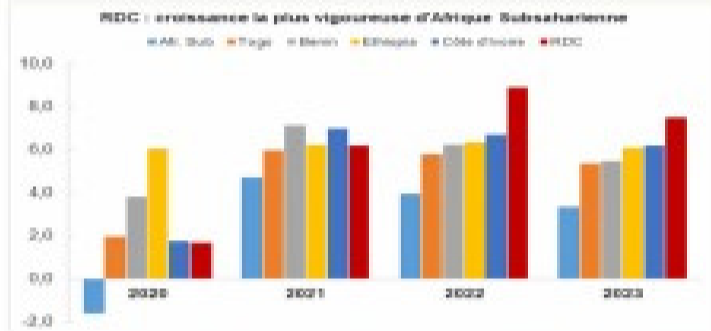
Investissements Directs Étrangers (en millions USD)



Bilan des Actions 2021-2023 9

CONSOLIDATION DE LA CROISSANCE ET DE LA STABILITÉ MACROECONOMIQUE

Fondamentaux macroéconomiques solides



Bilan des Actions 2021-2023 10

AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE DU PAYS

Crédibilité et attractivité du Pays accrues

■ **Hausse du score de la notation-pays**

- **Moody's : Caa3 à B3**
- **S&P : CCC+ à B-**

Sens de la note	Moody's	S&P
Première qualité	Aaa	AAA
Haute qualité	Aa1	AA+
	Aa2	AA
	Aa3	AA-
Qualité moyenne supérieure	A1	A+
	A2	A
	A3	A-
Qualité moyenne inférieure	Baa1	BBB+
	Baa2	BBB
	Baa3	BBB-
Spéculatif	Ba1	BB+
	Ba2	BB
	Ba3	BB-
Très spéculatif	B1	B+
	B2	B
	B3	B-
Risque élevé	Caa1	CCC+
Risque spéculatif	Caa2	CCC
Défaut avec espoir de recouvrement	Caa3	CCC-
Défaut sévère	Ca	CC
	C	C
Défaut	D	D

■ **Indicateurs MCC Performants**

Passage de 3 à 7 Indicateurs au vert, favorisant des opportunités de croissance et d'amélioration du niveau de vie



■ **Adhésion au Compact with Africa**

RDC : 13^{ème} pays à intégrer l'initiative du G20 pour l'Afrique, Compact with Africa, rassemblant les pays les plus réformateurs du continent, pour attirer les investissements privés

■ **Amélioration de la Note CPIA**

Note de 2.9 en 2019 à 3.1 en 2022, améliorant la qualité des politiques et des institutions



Bilan des Actions 2021-2023 11

Douanes, rebond des importations des pneus d'occase et autres articles connexes

Les vieux pneus des véhicules terrestres importés d'Europe rapportent derechef gros à l'État après 5 ans de baisse continue des recettes d'accises sur les articles en caoutchouc importés.

La douane table, en effet, sur 35 455 322 115 FC, soit plus de 14 millions de dollars des recettes pour l'exercice 2024. En 2019, elle a pourtant été contrainte de revoir de 40% à la baisse ses prévisions suite à la dégringolade des importations des pneus d'occasion. De 13,9 milliards en 2017, et près de 10 milliards de FC en 2018, la douane n'a réalisé qu'autour de 9 milliards de FC des recettes pour l'exercice 2019.

Par rapport aux prévisions de 2018, il y a donc une régression de 39,16 %. Foi d'experts, le marché de caoutchouc a connu un borborygme au second semestre 2019 à la suite de la décision du Conseil international tripartite du caoutchouc (ITRC) de réduire de 2 400 000 tonnes leurs exportations à chaque trimestre depuis fin avril. L'ITRC regroupe l'Indonésie, la Thaïlande et la Malaisie. Les États membres de l'ITRC représentent près de 70 % du marché mondial du caoutchouc.

La République démocratique du Congo en a fourni jusqu'à 35 % de l'offre mondiale. Hélas, ce n'est plus que du jadis. Le pays devrait subir les effets de l'ukase de trois États de l'Asie du Sud-Est à l'image de la Côte d'Ivoire qui en a déjà fait les frais. Le cinquième fournisseur de caoutchouc naturel de la Chine, la Côte d'Ivoire peine bien souvent à trouver un navire pour évacuer sa production. La plupart des navires qui transportent du caoutchouc africain appartiennent, en effet, à des entreprises liées à des États

de l'ITRC. Quelque 20 000 tonnes de caoutchouc naturel brut issu d'hévéas resteront longtemps bloquées dans les ports ivoiriens de San Pedro et d'Abidjan au motif fallacieux trouvé par des armateurs, le caoutchouc ivoirien est trop sale. La Côte d'Ivoire est le premier producteur africain de caoutchouc et selon les estimations, le secteur fait vivre plus de 160 000 planteurs. Qui ont dit se plier au diktat de l'ITRC pour survivre et sauver leur boulot.

-DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT-

D'après les experts, le trio Indonésie, Malaisie et Thaïlande aurait unilatéralement fixé en février dernier un programme de tonnage d'exportation convenu (AETS), en pratique, une stratégie à court terme visant à faire remonter le prix du caoutchouc naturel à la suite de la dégringolade intervenue, il y a peu, à la Tokyo Commodity Exchange (TOCOM), place de référence de négoce du caoutchouc. Pour l'ITRC, le caoutchouc était à son niveau le plus bas en raison du trop-plein du marché mondial.

En RDC, la production du caoutchouc a repris dans l'ex-Équateur et l'ancienne Province orientale, quelques années après le désengagement total de l'État de toutes les entreprises du secteur sans toutefois se rassurer des repreneurs. Une vingtaine de milliers d'hectares de plantations d'hévéa se retrouvent à ce jour envahis par la brousse dans le territoire d'Opala, à environ 260 km au Sud-Ouest de Kisangani (Province orientale).



Les pneus d'occasion venus d'Europe. #Photo Droits tiers

Plusieurs autres hectares de plantations sont aujourd'hui enfouis dans la brousse à Mayoko, Likiri, Lefera et Senga, etc. Cette situation résulte notamment du manque d'investisseurs et aussi des moyens d'évacuation du produit de cette culture, qui constituait l'ossature économique de la région pendant la période coloniale. La production de la Société industrielle et agricole au Congo (SIAC) dans la province du Sud-Ubangi est en partie expédiée vers Kinshasa et une autre partie est exportée via le Cameroun.

À Ikela, dans l'ex-province de l'Équateur, c'est la voie d'évacuation du caoutchouc qui pose problème surtout lors de la longue saison de pluie. Bien souvent, les producteurs proposent un lieu de vente qui n'arrange pas toujours les acheteurs. Toutefois des exploitants, regroupés en coopératives, ont tenté, sans succès, de relancer leurs activités avec le concours de l'entreprise Lobi Congo. La région connaît actuellement une ruée d'exploitants chinois, apparemment

méconnus des services publics. Il sied de noter que le prix des caoutchoucs africains est moins cher que la moyenne du prix payé par la Chine, toutes origines confondues.

Selon la Commission nationale des mercuriales du ministère du Commerce extérieur, le cours du caoutchouc devrait rester sur le marché international, au prix de 1,62 dollars le kilo, grâce à la demande chinoise. En dépit de la demande accrue de la Chine en caoutchouc naturel, il s'observe une certaine tendance au recours au caoutchouc synthétique à travers le monde.

En RDC, l'absence des prévisions des recettes des articles et ouvrages en caoutchouc synthétiques, en régime intérieur, dans le budget depuis 2019, voudrait tout simplement signifier qu'il n'existe plus d'entreprise qui exploite le caoutchouc.

Pourtant, en 2016 et 2017, les réalisations ont respectivement été de 17 599 951 FC et 36 362 486 FC et la projection à fin 2018, à 1 132 214 FC. Les prévisions des articles mais importés se chiffrent à 271



Cependant, la douane n'a pas pu atteindre ses assignations globales pour 2017, soit quelque 7 milliards de FC (7 008 300 547 FC). Ces recettes en baisse continue sont notamment la conséquence de graves défaillances dans la prise en charge des marchandises, ont relevé des experts de la DGDA, lors de dernières conférences des directeurs généraux et provinciaux de la douane en vue de mûrir les stratégies pour atteindre, sinon dépasser les assignations. Parmi les stratégies retenues, il y a le renforcement du contrôle a posteriori et de régularité des opérations de dédouanement, le contrôle de la destination et de la mise en œuvre des marchandises exonérées. Mais le plus

dur reste à faire, d'après les observateurs, la gestion des postes frontaliers et des postes frontières où, les services de l'État autorisés à y prester ont, en permanence, maille à partir avec des éléments de l'armée et de services de renseignement.

Le gouvernement congolais a, d'ailleurs, reconnu que « des résistances ont été observées ici et là dans l'application de l'ordre opérationnel limitant à 4 le nombre des services pouvant intervenir aux postes frontaliers » face auxquelles des « mesures réglementaires et pratiques ont été adoptées par le Conseil des ministres pour y pallier ». L'application intégrale du décret n°036/2002 du 28 mars 2002 désignant les services habilités à œuvrer aux frontières a déjà fait l'objet d'une question orale avec débat à l'Assemblée

nationale. Les recommandations des élus n'ont guère connu un début d'exécution. Des éléments de forces armées, par exemple, se retrouvent toujours aux postes frontaliers. Il nous revient qu'à Lufu, par exemple, des cargaisons de pneus entrent frauduleusement... sous bonne escorte. Autres zones d'entrée des articles et ouvrages en caoutchouc synthétique, ce sont des villes frontalières avec l'Ouganda, dans l'est de la RDC, Mahaghi-Port, Aru, Kasindi, etc. Au pays entre-temps, la transformation locale du caoutchouc n'est plus que de l'histoire. Les succursales de Goodyear, Michelin, etc., ont toutes fermé, victimes des pillages de triste mémoire des années 1991 et 1993.

POLD LEVI

Inclusion financière, 700 000 comptes bancaires ouverts grâce au partenariat Fsd-Equity BCDC

La République démocratique du Congo a enregistré d'importants progrès dans l'inclusion financière des ménages à travers les agents bancaires grâce au partenariat Fsd Africa et la banque Equity BCDC.

Le projet démarré en 2019 entre Fsd Africa, une agence spécialisée œuvrant

dans la mobilisation des financements pour favoriser le développement économique et social, et la banque Equity BCDC a engendré plusieurs progrès dans l'inclusion financière des ménages en RDC. A travers ce partenariat, 700 000 comptes bancaires ont été ouverts dans 18 de 26 provinces du pays, permettant ainsi une amélioration de la santé financière des ménages.

Pour le directeur général adjoint d'Equity BCDC, Auguste Kanku qui a rendu public jeudi, à Kinshasa, ces chiffres lors de la cérémonie de la mise à terme de ce partenariat qui duré quatre ans, le projet a contribué à l'objectif de sa banque, de transformer les vies de personnes, de donner de la dignité et d'offrir les opportunités de création des richesses.

« Aujourd'hui, c'est la clôture du projet de



Auguste Kanku, directeur général adjoint d'Equity BCDC lors de la cérémonie qui a mis fin au partenariat avec Fsd Africa sur l'inclusion financière en RDC. #Photo Droits tiers

l'inclusion financière à travers les agents bancaires que nous avons commencé avec Fsd Africa. Nous avons commencé ce projet ambitieux il y a 4 ans, et grâce à ce partenariat, nous avons pu ouvrir 700 000 comptes bancaires dans les 18 provinces de la RDC, une façon pour nous de contribuer comme il se doit à l'inclusion financière. Ça n'a pas été facile parce qu'il y a eu beaucoup de défis à relever, notamment le Covi-19. Il y a eu des problèmes techniques

liés à la connexion, il y a eu un autre événement important de la fusion entre Equity banque Congo et Equity BCDC. Mais, il faut l'avouer, ce projet a engendré des résultats positifs. Aujourd'hui dans les coins du pays, il y a des personnes qui ont ouvert des comptes, elles peuvent faire des transactions, épargner et espérer un financement pour réaliser des projets. Donc cela contribue effectivement à l'objectif de l'Equity BCDC qui est de transformer les vies de personnes, de donner de la dignité et d'offrir les opportunités de création des richesses », a-t-il expliqué. Dans son discours, le représentant

pays de Fsd Africa, Henri Mboyo, a salué un partenariat qui a eu la capacité de s'adresser aux problèmes existants dans le contexte de l'inclusion financière en RDC, mais aussi en ce qui concerne la mesure de banques et institutions financières à réellement apporter des réponses dans le secteur.

Le projet a, par ailleurs, tiré profit des synergies de l'investissement social d'Equity BCDC, notamment dans la création d'emplois et l'accès au financement, l'appui aux petits exploitants agricoles pour accroître la production agricole, a renchéri Mitima Djunga, le directeur de l'investissement social de la banque Equity.

Créée en 2012 et financée par l'Agence britannique de développement, Fsd Africa est une institution qui travaille dans la création et le renforcement des marchés financiers en Afrique. ■

RICH NTUMBA

031 707 FC, contre 482 777 352 FC (en 2016), 429 294 067 FC (en 2017) et 374 398 078 FC réalisations projetées à fin décembre 2018.

Depuis, tous les articles et ouvrages en caoutchouc synthétique proviennent de l'étranger, particulièrement de la Chine pour des produits neufs, et de la France et de la Belgique, pour des occasions.

- CAOUTCHOUC SYNTHÉTIQUE-

Mais les produits chinois ne sont pas toujours de bonne qualité et sont de moins en moins préférés aux occasions européennes. Il s'agit particulièrement des pneumatiques. Le secteur dépend, pour trois quarts de sa production, de l'industrie automobile. Le reste est utilisé pour des demi-produits (mélanges, feuilles, plaques...) et des produits finis (tuyaux, joints, bottes, tétines...). La Direction générale des douanes et accises (DGDA) compte réaliser près de 24 milliards de FC sur les importations des ouvrages en caoutchouc synthétique en 2019.

SCANNEZ
L'info en
continu sur
Ouragan.cd



Alingete sensibilise les écoliers de la Nsele sur la lutte contre la corruption

La corruption et les détournements de deniers publics avilissent la société congolaise. Le léau a été dénoncé lors d'une journée de sensibilisation animée mercredi 24 avril 2024 par le gendarme des finances publiques, Jules Alingete et son adjoint.

Le face-à-face entre le leadership de l'IGF et les élèves du Complexe scolaire «Sacré cœur de Jésus» de la commune de la Nsele a été captivant. De manière pédagogique, le chef des inspecteurs a démontré aux élèves, les méfaits de la corruption et de détournements de deniers publics. La séance a viré à la conscientisation tant, dit-il, il faut éduquer les jeunes à dénoncer un fléau qui handicape le développement du pays. «Nous avons été surpris par la visite d'une centaine d'élèves de l'école Sacré cœur de Jésus de la Nsele venus pour visiter l'IGF et s'informer sur les raisons pour lesquelles certains dirigeants qui sont appelés à gérer les affaires publiques, volent l'argent de l'Etat. Nous les avons sensibilisés pour qu'une fois aux affaires publiques, qu'ils évitent les pratiques qui ont ruiné la RDC», a-t-il expliqué.

- ÉCHANGE ENRICHISSANT -

Alingete, a en outre, édifié ses interlocuteurs sur le rôle qu'ils doivent jouer auprès de leurs collègues dont les parents s'illustrent dans les antivaleurs, tels que la corruption et le détournement de deniers publics. Pour le gendarme financier, il

faut que les élèves congolais prennent conscience de répéter aux délinquants financiers le message selon lequel leurs comportements indignes hypothèquent l'avenir de tout un peuple. Étant donné que l'IGF est un service de contrôle supérieur de l'Etat dont la mission est de veiller à l'utilisation convenue des finances publiques, l'inspecteur général chef de service a insisté sur les dangers que représentent ces antivaleurs ancrées dans la société congolaise.

Le manque d'éthique, d'intégrité et de probité morale sont les principales causes des maux dont souffrent aujourd'hui les finances publiques. Ensuite, il a relevé que les bonnes pratiques participent à accroître le développement. Le gendarme financier a insisté auprès de ses hôtes que «voler l'argent de l'Etat est une malédiction, la réalité d'aujourd'hui vient du manque de formation des aînés qui ont longtemps dirigé ce pays. Ne reproduisez pas les actions de vos devanciers, l'argent de l'Etat doit être d'utilité publique et non personnelle».

Jules Alingete a souligné que la lutte contre la corruption n'est pas une guerre que mène l'IGF seule, précisant que l'organe supérieur de contrôle est accompagné par la Cour des comptes, la CENAREF et l'APLC. ■

ALEXIS EMBA



Les bières traditionnelles en vogue dans plusieurs quartiers de Kinshasa. #Photo Droits tiers

Boissons traditionnelles : DGRK ou DGDA, qui a le droit de percevoir les taxes ?

Les producteurs locaux de la bière artisanale menacent de temps à temps de ne rien payer à l'État. Les taxes et autres droits qu'ils paient ne sont comptabilisés nulle part, ni à la DGRK (fisc de Kinshasa) moins encore aux accises à la DGDA, déplorent-ils.

Ét a b l i s principalement dans la banlieue est de la capitale (Maluku, N'sele, etc), les producteurs des bières

traditionnelles se vantent même d'avoir versé plus de 15 millions de FC aux percepteurs de l'État, à fin août 2019. Et des centaines de milliers de francs par la suite. Les mauvaises pratiques d'avant-élections doivent s'estomper, fulmine l'un des producteurs sur les ondes d'une radio de la place. Cette fois, les producteurs locaux de la bière artisanale (Lotoko, Agenè, Lungwila, Samba, Tshitshampa, etc.) exigent la traçabilité de l'argent qu'ils versent à l'État. À la Direction générale des douanes et accises (DGDA), il est précisé que les assujettis sont plutôt des unités brassicoles modernes.

Pour l'exercice 2024, les bières (boissons alcoolisées) de malt titrant -6° et +6° devraient rapporter au titre des droits d'accises à l'intérieur, au bas mot 504 941 700 159 FC soit 200 508 955 dollars, et 12 529 202 081 FC, soit environ 5 millions de dollars. La DGDA reprend, depuis quelques années, les bières fermentées dont les droits d'accises intérieurs attendus se chiffrent à 2 147 586 589 FC. Force est de constater que le volume de production repris dans les statistiques de la Banque centrale ne cadre pas avec celui fourni par la DGDA et publié notamment par le ministère du Budget. Il en est autant pour

La bière et les boissons alcooliques locales contribuent à près de 9 % dans les recettes de la DGDA.

les recettes des droits d'accises. Si, pour la Banque centrale, (exercice 2016), la DGDA a collecté 117 611 706 947 FC ; pour le Budget, ces recettes étaient plutôt de 7 367 732 894 FC. En 2017, les réalisations, pour la BCC, étaient de 148 301 249 627, soit 84,88 millions de dollars, contre des assignations de 135 482 433 008 FC. Pourtant selon le document portant sur les réalisations et les réalisations des recettes du ministère du Budget, ces recettes n'étaient que de 3 196 678 012 FC.

La bière et les boissons alcooliques locales contribuent à près de 9 % dans les recettes de la DGDA. Mais depuis deux ans, la moisson est, apprend-on, moins abondante pour le fisc (Direction générale des impôts) car les recettes de l'impôt professionnel sur les rémunérations (IPR) et l'impôt exceptionnel sur les rémunérations des expatriés (IERE) dans le secteur brassicole se seraient considérablement réduites, du fait de la fermeture des usines de la Bralima à Mbandaka (Équateur) et Boma (Kongo central), puis la succursale de la Brasimba à Lubumbashi

(Haut-Katanga). La pression fiscale et la concurrence des produits importés en sont les principales causes. Pourtant, la DGDA et la DGI ont été mises à contribution dans la politique gouvernementale de « la protection de l'industrie locale et de la préférence nationale ».

-CONTRÔLE MIXTE-

Deux lois en la matière ont été votées au Parlement et promulguées par le chef de l'État. Le ministère des Finances a envisagé, en effet, de lancer, à court terme, des missions de contrôle mixte DGI-DGDA sur l'origine des produits vendus sur le territoire national ainsi que de renforcer le contrôle de destination des marchandises exonérées. Il est aussi prévu le suivi électronique des cargaisons grâce à une application du COMESA. La mise en place de la phase expérimentale s'effectue sur le tronçon Kongo central-Kinshasa.

De l'avis des observateurs, le marché de Lufu, sur la frontière angolaise du Kongo central, est singulièrement visé. Le gouvernement prévoit de renforcer le suivi de régularisation des déclarations incomplètes ainsi que la mise en œuvre du programme de sécurisation des frontières, dont Kasumbalesa sur le corridor zambien, Kasindi dans l'est à la frontière ougandaise et, naturellement, Lufu. Ici viennent notamment des bières en canettes, en petites bouteilles en plastique dont le très célèbre Cuca. ■

POPOL RABUNI



Les élèves du Complexe scolaire Sacré cœur de Jésus ont visité mercredi les locaux de l'IGF et ont été informés sur la mission de ce service supérieur de contrôle rattaché à la présidence de la République. #Photo Droits tiers

Kamerhe : «J'étais le choix du président»

Investi candidat unique de la majorité au pouvoir à l'issue des primaires pour le perchoir de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe déclare que cet exercice fait rehausser la démocratie.

VK a révélé qu'il était le choix du chef de l'État depuis 2 mois déjà mais ses concurrents (Mbose et Bahati) n'ont pas été d'accord. D'ailleurs, a-t-il souligné, c'est l'un des challengers qui a demandé au président Tshisekedi de nous renvoyer aux primaires. «Je n'avais jamais demandé d'être candidat président de l'Assemblée nationale. J'étais en réalité le choix du président de la République depuis plus de deux mois. Les autres sont venus exprimer

leurs desiderata, le président a essayé d'arrondir les angles des uns et des autres (mais ça n'a pas tenu). C'est l'un de nous qui a dit pourquoi pas nous renvoyer aux primaires parce que le président nous a donné plusieurs opportunités d'être ailleurs qu'au Parlement. Nous (les 3 candidats) avons accepté de nous livrer à ces primaires. Ça fait rehausser la démocratie en RDC», a-t-il expliqué après sa large victoire avec 183 voix sur 372 votants.

Le leader de l'UNC estime que sa place est au Parlement en dehors de la Primature. «[...] J'étais convaincu qu'avec le travail inachevé injustement que j'avais fait (quand il était au perchoir de la même Chambre) et au regard des enjeux dans la région des Grands Lacs, ma place était ici en dehors de la Primature».

Dans la soirée après le vote, le président Félix Tshisekedi a reçu son partenaire politique pour le féliciter après sa victoire aux primaires. L'accueil réservé à Kamerhe dit tout sur la complicité entre les deux hommes. Le futur speaker de



Kamerhe, le choix des élus de l'Union sacrée était aussi celui du chef de l'Etat qui l'a d'ailleurs reçu juste après sa victoire aux primaires pour le féliciter de vive voix. #Photo Droits tiers

l'Assemblée nationale a réitéré sa loyauté au chef de l'État et l'a surtout remercié pour la confiance lui renouvelée.

Serein et confiant de ses compétences, l'ex-VPM à l'Économie demande aux Congolais de compter sur ses capacités et initiatives. «En deux ans et trois mois (entre 2007 et 2009) j'avais déjà fait beaucoup de réformes. Et là j'en ai plusieurs dans ma tête déjà en préparation, si le gouvernement est en retard, moi je vais le faire sous forme des propositions de lois et on avance parce qu'il y a des possibilités ».

Vital Kamerhe se dit déterminé à réhabiliter l'Assemblée nationale, la deuxième institution du pays (derrière le président de la République. «Les institutions de la République sont connues et bien listées dans la Constitution (le président de la

République, l'Assemblée nationale, le Sénat, le gouvernement et les Cours et tribunaux) et une autre institution dont on ne parle pas assez, ce sont les Médias. Nous allons faire en sorte que le député national soit respecté au même titre que le sénateur américain et au même titre que son homologue français. Que le ministre se prépare en conséquence quand il est interpellé parce que nous allons évaluer constamment le travail des ministres pour aider le président de la République à réaliser son rêve des six promesses faites au peuple congolais (lors de son investiture)», a-t-il résumé.

Après 15 ans exactement, Vital Kamerhe est en passe de reconquérir la tête du bureau de la Chambre basse du Parlement.

MPUTU PATRICK



VOTEZ
NUMÉRO



DÉPUTÉS PROVINCIAUX
SAUVEZ KINSHASA !



DEO
KASONGO

Candidat Gouverneur



GUY-RICHARD
MALONGO

Candidat Vice-Gouverneur

VOTEZ
NUMÉRO





Le litre passe à 3 475 Fc pour l'essence et 3 465 Fc pour le gasoil

A travers un arrêté signé le 23 avril, le ministre intérimaire de l'Economie, Eustache Muhanzi, a rendu publics les nouveaux tarifs des carburants, dans les zones ouest et nord de la République démocratique du Congo. ■



Gaza : Israël prêt à attaquer Rafah

L'armée israélienne est prête à passer à l'action à Rafah dans le sud de la bande de Gaza. C'est le message transmis jeudi par l'état-major au cabinet de guerre présidé par Benyamin Netanyahu. ■

Le PCA de la société Cobil a également insisté sur la nécessité de renforcer les compétences des inspecteurs de l'inspection générale des finances pour lutter contre les détournements de fonds publics. En outre, il a abordé d'autres sujets d'actualité.

Ouragan : Monsieur Thierry Monsenepwo, vous êtes membre du bureau politique de l'Union sacrée. Approuvez-vous l'idée des primaires pour départager les candidats au poste de président de l'Assemblée nationale ?

Monsenepwo : Oui, je soutiens l'idée des primaires pour départager les candidats au poste de président de l'Assemblée nationale. Cela permet une sélection démocratique et transparente des candidats. Cette décision est la preuve que Félix Tshisekedi est un vrai démocrate. Au lieu d'imposer son choix, il a préféré laisser les élus s'émanciper. Et je félicite l'heureux élu qui, à mon humble avis, sera l'artisan de ce temple de la démocratie d'autant plus qu'il sera le candidat unique de l'union sacrée. Un exercice démocratique exemplaire et qui fera date. Mes sincères félicitations à Vital Kamerhe.

Pourquoi cette politique des primaires n'a pas été appliquée aux autres postes du bureau de l'Assemblée nationale et même pour les candidats gouverneurs ?

La politique des primaires n'a peut-être pas été appliquée aux autres postes du bureau de l'Assemblée nationale et aux candidats gouverneurs en raison de considérations politiques et logistiques spécifiques à chaque élection.

Tout récemment, vous avez loué dans une tribune les qualités de maman Marthe Kasalu Tshisekedi. Une héroïne, une combattante face à ceux qui ont voulu, selon vous, touché au sacré ?

Récemment, j'ai loué les qualités de Maman Marthe Kasalu Tshisekedi dans une tribune. Elle incarne une héroïne et une combattante face à ceux qui ont tenté de porter atteinte à des valeurs sacrées comme la démocratie, qui a été une œuvre de vie pour elle et son mari, au sacrifice même de sa propre famille. Elle est, comme Wivine Mandela, Bernadette Chirac, dépositaire d'une lutte qui a culminé avec l'alternance.

Que vous inspire la nomination d'une femme à la Primature ?

La nomination d'une femme à la Primature est inspirante et reflète un progrès vers l'égalité des genres dans les postes de leadership. Et ce choix confirme que le chef de l'État est un champion de la masculinité positive. Sous son règne, la femme congolaise a eu sa place et a su participer à la gestion de la chose publique.

Quelles chances donnez-vous au gouvernement Tuluka que la population veut voir rompre avec le passé ?

Les chances de succès du

Selon vous, quelle devrait être la taille de ce nouveau gouvernement ?

La taille du nouveau gouvernement devrait être déterminée en fonction des besoins et des priorités spécifiques du pays, en équilibrant efficacité et représentativité. Ce n'est pas une donnée fixe et figée, c'est dynamique.

Êtes-vous d'accord pour la réduction du train de vie des institutions ?

Oui, je suis d'accord pour la réduction du train de vie des institutions afin d'assurer une responsabilité au sommet de l'État et une transparence accrue.



Primaires USN: « le président Tshisekedi a préféré laisser les élus s'émanciper »

Dans une interview accordée à Ouragan, Thierry Monsenepwo, membre de l'Union sacrée, a exprimé son soutien aux primaires organisées au sein de la majorité, ayant mené à la victoire de Vital Kamerhe pour le perchoir de l'Assemblée nationale. Ensuite, il a souligné que le succès du prochain gouvernement dépendra de sa capacité à concrétiser les réformes initiées par le chef de l'État.

gouvernement Tuluka, que la population souhaite voir rompre avec le passé, dépendent de sa capacité à mettre en œuvre des réformes significatives, initiées par le chef de l'État au cours des cinq dernières années. Bien entendu, cela dépend également des réponses qui seront apportées aux besoins urgents de la population, tels que la crise sociale, sécuritaire, des infrastructures et énergétique.

Faut-il éviter les erreurs du passé en écartant les chefs de partis politiques dans le gouvernement pour ne pas gêner l'action de la Première ministre ?

Il pourrait être prudent d'éviter les erreurs du passé en considérant une diversité de candidats pour les postes gouvernementaux, y compris ceux en dehors des chefs de partis politiques traditionnels, afin de ne pas entraver l'action de

madame Première ministre.

L'IGF qui mène un travail louable mais est attaquée par des prédateurs, comment l'aider à mettre fin au détournement de derniers publics ?

L'IGF effectue un travail louable mais est attaquée par des prédateurs. Pour l'aider à mettre fin au détournement de fonds publics, il faut lui fournir des ressources adéquates, une formation renforcée des inspecteurs et une protection juridique, de sorte que la justice puisse convenablement faire aboutir les résultats des enquêtes de l'IGF. Jules Alingete Key et son équipe sont à l'origine de l'augmentation de notre budget et de la stabilité de gestion au sein des entreprises publiques. Il a permis l'augmentation des recettes fiscales et parafiscales

nécessaire de négocier avec ceux qui suivent la voie édictée par le chef de l'État dans le processus de Nairobi. Mais aussi en passant par le désarmement et la démobilisation. Quant aux terroristes, au M23, aux alliances du fleuve Congo et compagnies, le dialogue n'aura pas de sens pour eux puisqu'ils ont pactisé avec le diable. Sans oublier la création d'emplois et des intérêts commerciaux qui pourraient aider à ce que les jeunes cessent d'être séduits par les appels des groupes armés.

La tendance à gonfler l'AFC de Nangaa par les Congolais venant de Kinshasa, d'autres provinces du pays et de la diaspora, n'est-ce pas une manière pour le Rwanda de consolider la rébellion ?

Les accusations selon lesquelles l'AFC de Nangaa est gonflée par des Congolais venant de Kinshasa, d'autres provinces du pays et de la diaspora sont interprétées comme une tentative du Rwanda de nationaliser ses actes d'agression. Mais cela ne signifie en rien que les Congolais veulent soutenir cette aventure perdue d'avance. Regardez, en 6 mois, il n'y a eu que quelques souris naines aigris, décrépis et perdus qui ont apporté un soutien à cette plateforme de traîtres.

Après l'EAC, les forces de la SADC tombent aussi dans la léthargie, elles n'attaquent pas non plus le M23, n'est-ce pas déshabiller Saint Pierre pour habiller Saint Paul ?

Après l'EAC, les forces de la SADC semblent également tomber dans la léthargie en n'attaquant pas le M23. Cela pourrait être perçu comme une redistribution des priorités qui ne résout pas les problèmes de manière efficace. Il faudrait un réveil de la part de nos partenaires.

Que doit être la place de l'opposition ? Doit-elle avoir un porte-parole ?

La place de l'opposition doit être respectée et elle pourrait bénéficier d'un porte-parole pour articuler ses positions et ses préoccupations de manière cohérente. Un pays démocratique ne peut exister sans une vraie opposition. Mais laquelle ? Pas celle qu'on voit ici, faisant ami-ami avec les ennemis de la nation. Non. Encore moins celle qui n'a aucune contre-proposition en termes de gouvernance, car elle n'a aucun projet de société si ce n'est des idées copiées dans le manifeste de la Nsele. ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR JEANRIC UMANDE

Réformes judiciaires, Kinshasa veut s'imprégner de l'expérience de Rabat

La République démocratique du Congo est intéressée par les réformes législatives engagées par le Royaume du Maroc pour fluidifier son appareil judiciaire.

La garde des Sceaux, Rose Mutombo Kiese, a échangé sur le sujet avec son homologue marocain Abdellatif Ouahbi. Le tête-à-tête s'est déroulé en marge du forum des ministres de la Justice des États africains de l'Atlantique, tenu du 22 au 24 avril 2024 à Rabat au Maroc. Au cours de cet entretien, Mme Mutombo

a fait part au ministre marocain Abdellatif Ouahbi de différentes réformes que la RDC a réalisées jusqu'à présent. Elle a précisé que le pays ne compte pas s'arrêter là mais prévoit poursuivre ces réformes dans tous les aspects de la justice.

A son tour, le numéro de la Justice du royaume chérifien a fait part à son homologue de la RDC du processus de réforme législative du code pénal et du code marocain qui intègre les crimes divers tel le mariage d'enfants. Ainsi pour permettre à la RDC de mieux s'imprégner de ces changements, M. Ouahbi a promis d'inviter officiellement la RDC aux forums marocains sur les lois, en particulier la Convention pénale qui aura lieu au mois de juin de cette année. L'homme d'État marocain a également convié les avocats congolais à l'ouverture de l'Institut des avocats, un forum d'échanges entre avocats pour un partage d'expériences et de bonnes pratiques. Rose Mutombo et Abdellatif Ouahbi ont tablé aussi sur le renforcement



La garde des Sceaux, Rose Mutombo Kiese et son homologue marocain Abdellatif Ouahbi. #Photo Droits tiers

des capacités des experts de services pénitentiaires congolais, en prévision de la migration de ce service en une Direction générale, telle que prévue par la loi. Les deux parties se sont convenues pour que des experts congolais passent un stage professionnel à Rabat pour une formation en matière pénitentiaire.

La garde des Sceaux a sollicité et obtenu l'appui du Maroc pour la digitalisation et la numérisation du système judiciaire congolais. Le ministre Abdellatif Ouahbi a promis de mettre la Direction de la modernisation et des systèmes d'information de son ministère à contribution pour envisager les modalités d'accompagnement de la RDC dans ce domaine.

À l'issue des échanges, les deux personnalités ont convenu de garder contact

pour poursuivre la collaboration entre les deux ministères. Les assises, organisées par le gouvernement marocain, avaient pour objectif de promouvoir la collaboration et le partenariat entre les États atlantiques africains mais aussi à renforcer un cadre holistique qui privilégie la justice.

Les participants ont plaidé pour la création d'un réseau ou un forum permanent sur le système de la justice dans les pays africains de l'Atlantique afin de renforcer la coopération sud-sud et l'échange d'expertises en matière de justice. Plusieurs pays du continent ont pris part à cette rencontre de haut niveau qui a réuni l'élite africaine en matière de justice. ■

MANZU LYDIE

72 ans après, la maternité de Kintambo va faire peau neuve

Le président Félix Tshisekedi a lancé mercredi les travaux de modernisation de la maternité de Kintambo, et la construction d'un bâtiment additionnel de deux étages.

Le chef de l'État qui a fait de la couverture santé universelle un axe majeur de son second mandat, a posé la première pierre d'un chantier qui va durer 24 mois. Dans un état de vétusté avancé, l'hôpital construit en 1952, va être réhabilité par les anciens « Kulunas » devenus des bâtisseurs de la nation après plusieurs mois d'apprentissage de métiers à Kaniama Kasese.

« Vous venez d'apporter une solution idoine », a lancé le docteur Brigitte Tupela au président Tshisekedi. Pour le médecin directeur de l'hôpital

Globalement financés par la présidence de la République, les travaux comprennent la rénovation des vieux bâtiments, mais également la construction d'un immeuble de deux niveaux.

de Kintambo, ce projet va offrir à la mère les meilleures conditions pour donner la vie, et un environnement sécurisé pour le nouveau-né. Globalement financés par la présidence de la République, les travaux comprennent la rénovation des vieux bâtiments, mais également la construction d'un immeuble de deux niveaux. Dans son discours lors du lancement des travaux, le commandant du Service national, Jean-Pierre Kasongo Kabwik a expliqué que le rez-de-chaussée va notamment abriter la salle d'accouchement avec deux compartiments et des salles de soins. Les deux étages de l'immeuble seront affectés aux salles d'hospitalisation. Le bâtiment à réfectionner fera jonction avec le nouveau pour ainsi aller de 110 à 250 lits modernes. ■

RICH NTUMBA

Félix Tshisekedi a lancé les travaux de réhabilitation de la maternité de Kintambo @Photo Droits tiers.





6ème édition du festival du livre et de la Bible du 23 au 27 avril à Kinshasa

La 6ème édition du Festival du livre et de la bible (FELIBI), se tient du 23 au 27 avril au musée national de République démocratique du Congo dans la commune de Lingwala (Nord de Kinshasa) sous le thème « la lecture, clé du développement intégral ». ■



Le chorégraphe Amael Mavoungou en spectacle à l'Institut français de Bukavu

Le chorégraphe gabonais, Amael Mavoungou sera en spectacle ce vendredi 26 avril à l'Institut français de Bukavu. Lors de cette activité, l'artiste fera la restitution de sa masterclass pour faire découvrir aux invités le fruit de sa collaboration avec les danseurs de Bukavu. ■

N'Yoka Longo charge Kathungu auprès de Tuluka

La situation générale des artistes congolais était au cœur de l'audience lundi entre la Première ministre, Judith Tuluka Suminwa et l'artiste chanteur Jossart N'Yoka Longo M'vula, le président du conseil d'administration de la Société congolaise des droits d'auteur et droits voisins (SOCODA COOP-CA).

Dans le cadre des consultations, la cheffe du gouvernement a écouté les doléances de la délégation de la SOCODA COOP-CA conduite par son président du conseil d'administration, Jossart N'Yoka Longo M'vula en tant que société civile et non une structure spécialisée du ministère de la Culture. Dans le vif des échanges, Nyoka Longo a évoqué les problèmes de statut de l'artiste, de la contrefaçon des œuvres de l'esprit et posé le problème de fonctionnement de la commission de censure.

Le patron de Zaiko a insisté sur le respect et l'application stricte des textes en vigueur portant protection des créateurs des œuvres d'esprit. L'artiste a déploré que beaucoup de lois sur la

promotion des artistes en RDC traînent encore au Parlement. Il espère qu'avec la venue de la Première ministre Judith Tuluka à la tête du gouvernement, les choses vont réellement changer dans le secteur de la culture au pays.

- TROP D'INGÉRENCE DE KATHUNGU DANS LA CUISINE INTERNE DE LA SOCODA -

Dans le même registre, rapporte Joe Mondonga- le dg a.i de la SOCODA, Jossart N'Yoka Longo a éclairé la lanterne de la Première ministre sur les problèmes de sa propre chapelle. Il a démontré de manière détaillée que la SOCODA est une société privée, émanant de la société civile, et non un service spécialisé du ministre de la Culture, arts et patrimoines. Il a déploré le comportement de la ministre sortante Catherine Kathungu tendant à s'immiscer fréquemment dans la gestion de leur coopérative. ■

SAINT HERVÉ M'BUY



Poignée de main entre la Première ministre Judith Tuluka Suminwa et le chanteur Jossart Nyoka Longo M'vula, PCA de la SOCODA. #Photo Droits tiers

Robinio Mundibu tease son nouveau single

Le chanteur congolais, Robinio Mundibu a teasé sur ses réseaux sociaux son nouveau single intitulé «Ne lâche pas». Lequel sera disponible bientôt sur toutes les plateformes numériques. Ce morceau va baliser le chemin de son projet musical baptisé «Muanza Kongolo».

Roga Roga va larguer son nouveau single Likofi le 30 avril. #Photo Droits tiers

«Likofi», le nouveau single de Roga Roga sera lancé le 30 avril 2024

Le chanteur congolais, Roga Roga a annoncé la bonne nouvelle sur sa page Facebook. La sortie de son nouveau single Likofi est prévue pour le 30 avril sur toutes les plateformes de streaming.

«**C**hers amis, préparez-vous pour recevoir le single qui nous accompagnera vers le Casino de Paris. La sortie de Likofi est programmée pour le 30 avril 2024», a-t-il écrit. L'extrait que l'interprète de Kindoki a partagé sur ses réseaux sociaux montre qu'il s'agit d'un générique pour faire danser les amoureux de la musique

congolaise. Les fans se demandent si ce morceau aura le même succès que sa chanson électrique Bokoko sortie en 2021. Le tube l'avait remis sur le devant de la scène musicale africaine. Dans ce nouveau morceau au rythme entraînant et endiablé, le Vieux Zangul revendique le retour aux sources, aux valeurs africaines.

Au mois de mars, le Brazzavillois avait promis à ses fans qu'il affrontera aussi le Casino de Paris. Le 19 mai, le chef des Extras va ainsi se produire comme promis dans cette salle parisienne de 2057 places où beaucoup de célébrités avaient brillamment presté à l'instar d'Alain Souchon, Ben Harper, Shirley Mac Laine, Maxime le Forestie... Le concert sera l'occasion pour la diaspora congolaise d'envahir l'enceinte pour soutenir le groupe et de vivre surtout un moment unique grâce aux chorégraphies endiablées de Roga Roga.

GRADY MUGISHO



Judo : Gédéon Kasota suspendu pour dopage

Vainqueur de la médaille d'argent aux IXes Jeux de la Francophonie organisés en août 2023 à Kinshasa, le judoka Gédéon Kasota est suspendu pour deux ans. L'athlète a été sanctionné par la commission médicale et antidopage du Comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF). ■

ESSENTIEL

JO 2024 : LA FLAMME OLYMPIQUE SERA REMISE CE VENDREDI À LA FRANCE

La cérémonie officielle de passation de la flamme olympique sera organisée ce vendredi 26 avril 2024 au stade panathénaïque au cœur de la capitale grecque, le site où les Jeux Olympiques d'Athènes 1896, les premiers de l'ère moderne, ont été lancés en Grèce.

A cette occasion, le symbole olympique des JO de Paris 2024 sera officiellement remis à une délégation représentant le comité d'organisation de ces olympiades en France. Après la remise, la flamme passera la nuit à l'ambassade de France à Athènes, avant d'embarquer le lendemain sur le Belem en direction de Marseille où elle arrivera le 8 mai prochain. Cette cérémonie va marquer ainsi la fin du relais de 11 jours du flambeau olympique à travers la Grèce. Le relais avait commencé le 16 avril 2024 lorsque la flamme des JO de Paris 2024 a été allumée lors d'une cérémonie sur le site archéologique d'Olympie, le lieu de naissance des Jeux olympiques antiques. ■

DAN KALALA KALAMBAY

UN BOXEUR CONGOLAIS REND L'ÂME APRÈS UN TERRIBLE K.O

Le monde de la boxe est en deuil. Victime d'un terrible K.O lors d'un match de la Team combat league (TCL) face à Nestor Santana, le 5 avril dernier à Miami aux États-Unis, le boxeur congolais, Ardi Ndembo est décédé jeudi 25 avril 2024 à l'âge de 27 ans.

Après avoir un reçu un coup fatal de son adversaire, Ndembo était tombé sur le ring sans se lever jusqu'à l'arrêt du combat. Le pugiliste a été évacué rapidement à l'hôpital. Le natif de Brazzaville était placé dans un coma artificiel après sa défaite désastreuse. 21 jours après, le boxeur poids lourds a malheureusement succombé. Le jeune talentueux laisse derrière lui une femme et deux enfants. Il a été inspiré par la boxe à l'âge de 14 ans. Sa carrière professionnelle a débuté en 2019. Ardi Ndembo a remporté tous ses 8 combats disputés par K.O. ■

DAN KALALA KALAMBAY

Mondial des clubs 2025 : une opportunité pour les clubs africains (Didier Drogba)

La 21e édition de la Coupe du monde FIFA des clubs mettra aux prises, pour la première fois en 2025 aux États-Unis, 32 clubs venant de six confédérations continentales. L'ex-international ivoirien, Didier Drogba estime que le nouveau format du Mondial des clubs constitue une réelle opportunité pour les équipes d'Afrique. Le continent noir aura donc 4 représentants.



L'ancien footballeur ivoirien, Didier Drogba. #Photo Droits tiers

La voix porte. Didier Drogba exprime son contentement pour cette innovation opérée par la Fédération internationale de football association. La légende du football ivoirien et africain trouve en cette réforme un bon moyen pour les clubs africains de se mettre en valeur et de se mesurer aux meilleurs du monde. «Je pense que c'est une excellente opportunité pour les clubs et pour les joueurs de pouvoir concourir au plus haut niveau. Il y a déjà la Coupe du Monde, mais elle n'a lieu que tous les quatre ans et tout le

monde n'a pas la chance d'y participer. Imaginez ce que pourrait ressentir un joueur qui évolue en Côte d'Ivoire, ou n'importe où en Afrique, devenir champion du monde devant tous les grands clubs, comme Chelsea, Barcelone ou le Real Madrid», a-t-il expliqué.

Selon l'ancien buteur de Chelsea, ce sera un énorme accomplissement pour une équipe africaine de gagner cette prestigieuse compétition. «Quand on regarde les précédentes Coupes du monde des clubs de la FIFA, quand on voit le

TP Mazembe, par exemple, en finale, à l'époque c'était énorme et pour une équipe comme celle-là en Afrique, gagner la Coupe du monde des clubs de la FIFA, ce sera, comme je l'ai dit, un énorme accomplissement», a ajouté Drogba.

Trente-deux équipes seront réparties en 8 groupes pour participer à ce nouveau format de la Coupe du monde FIFA des clubs qui aura lieu du 15 juin au 13 juillet 2025 aux États-Unis. La compétition se déroulera désormais tous les 4 ans, à l'image de la prestigieuse

Coupe du monde réservée aux équipes nationales.

Deux clubs africains sont déjà qualifiés. Il s'agit d'Al Ahly SC d'Égypte et du Wydad Athletic club du Maroc. Les deux clubs du nord ont remporté les deux dernières éditions de la Ligue des champions de la Confédération africaine de football (CAF). Le troisième représentant sera le vainqueur de l'édition 2024 en cours tandis que le 4e club sera désigné sur base du classement FIFA. ■

DAN KALALA KALAMBAY

Au Caire, Mazembe doit cravacher pour vaincre Al Ahly

Le Tout Puissant Mazembe défie ce vendredi 26 avril 2024 sur ses terres, Al Ahly Sc d'Égypte, dans le cadre de la demi-finale retour de la Ligue des champions de la CAF. L'objectif des deux clubs est de composer le billet pour une place en finale de la C1 africaine.

Le match est très attendu par les férus du football. Ce soir à 20h, les Corbeaux défient les Diabes Rouges au stade

international du Caire, une semaine après la manche aller conclue par un nul vierge (0-0) au stade TP Mazembe à Lubumbashi.

Devant son public, Al Ahly n'a pas connu de défaite cette saison en C1-CAF. Le club cairote affiche un bilan de trois victoires et un match nul sur les quatre rencontres disputées à la maison. Face à Mazembe, les Aigles ont toujours remporté leur match à domicile, 1-0 en 2002 et 2-1 en 2012 en phase de groupe.

Si les batailles se gagnent à l'extérieur, il faudra, 9 ans

après, au TPM une grosse performance pour arracher sa qualification en finale de la plus prestigieuse des compétitions interclubs africains. C'est donc le match de la saison pour Lamine N'Diaye et ses joueurs. ■

DAN KALALA KALAMBAY



FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE



MISSION

Le FPI a pour mission principale de promouvoir l'essor de l'industrie congolaise



VISION

La vision du FPI est celle d'une économie congolaise émergente à l'horizon 2030 fondé sur un tissu industriel diversifié, intégré et compétitif tourné vers la satisfaction des besoins intérieurs et extérieurs et s'appuyant sur le développement harmonieux des chaînes des valeurs dans tous les 145 territoires de la RDC



OBJECTIF

Assainissement de l'environnement socio-économique des entreprises par le financement des projets de construction ou de réhabilitation des infrastructures économiques et sociales dans leurs zones d'opération.



***"Votre partenaire
privilégié pour la
réussite de vos
projets***